

Corne de l'Afrique – Djibouti

Par le SE d'Addis Abeba



Le secteur de l'eau à Djibouti

Djibouti dispose de ressources en eau extrêmement limitées, entièrement souterraines et principalement prélevées par des forages largement surexploités, avec une disponibilité par habitant de seulement 185 m³/an, en constante diminution, plaçant le pays sous un stress hydrique critique. L'accès à l'eau potable reste inégal (83 % en milieu urbain, 47 % en zones rurales). Le pays complète son approvisionnement par le recours à une usine de dessalement d'eau de mer et par l'importation d'eau depuis l'Éthiopie. Le changement climatique et l'afflux de migrants aggravent ces tensions, tandis que le cadre institutionnel centralisé reste fragilisé par des capacités financières limitées. Malgré un secteur sous-financé, plusieurs acteurs français sont solidement implantés, notamment Vinci et Veolia, soutenus par des financements de l'AFD et de l'Union européenne.

Une disponibilité en eau critique face au risque de pénurie

Djibouti est l'un des pays les plus arides du monde, avec des précipitations annuelles moyennes de 160 mm et une température annuelle moyenne de 30°C avec des pics pouvant atteindre 43°C pendant la saison sèche. Le pays ne dispose d'aucun fleuve ou réservoir de surface pérenne. Ainsi, la grande majorité des ressources en eau provient de nappes phréatiques, qui se rechargent principalement par des rivières saisonnières. Leur surexploitation, estimé à 133 % de leur capacité de recharge, a entraîné leur épuisement ainsi qu'une dégradation progressive de la qualité de l'eau, qui se salinise¹. Le pays dispose de 4 principaux bassins hydrographiques (le bassin du Goubhet, du lac Abhé, du lac Assal et du Lac Gaggadé et Allol), non exploitables en raison de leur très haute salinité.

Les ressources en eau par habitant sont critiques : la disponibilité en eau renouvelable est de 185 m³/hab/an, soit bien moins de la moitié du seuil absolu de pénurie extrême (500 m³/hab/an). Sous l'effet des sécheresses récurrentes depuis 2009, les ressources hydriques du pays se sont fortement réduites : Djibouti a franchi le seuil de pénurie extrême dès 1992 et, en 2005, leur niveau était tombé à 420 m³/hab/an (-63% par rapport à 2025). L'accès à l'eau potable varie fortement selon les zones : en milieu urbain, 83 % des habitants y ont accès, mais seulement 43 % sont raccordés au réseau alors même que la grande majorité de la population est urbaine²⁴. En zone rurale, 47 % des ménages ont accès à l'eau potable. La desserte rurale reste complexe, notamment en raison de la mobilité des populations nomades. **Le changement climatique menace la qualité des eaux souterraines à Djibouti, surtout dans les zones côtières où vit la majorité de la population**²⁵. Les inondations, qui se feront plus fréquentes, exposeront les aquifères peu profonds à des contaminations variées, mais **l'augmentation du ruissellement pourrait offrir l'opportunité de recueillir les eaux de pluie pour les recharger**. L'arrivée de migrants des pays voisins fait également subir une pression importante sur les infrastructures et les réserves d'eau de Djibouti.

Des infrastructures modernes et des solutions innovantes pour améliorer les capacités d'approvisionnement en eau

L'approvisionnement repose sur un mix fournissant environ 80 000 m³ chaque jour. La majorité provient des forages, soit environ 50 000 m³, au nombre d'une cinquantaine autour de Djibouti-ville, largement surexploités et profonds (environ 500m). L'approvisionnement en eau de Djibouti-Ville repose sur ces forages et des adductions périphériques, nécessitant un recours important à des pompes pour l'extraction et la mise sous pression du réseau, la topographie relativement plate ne permettant pas une distribution gravitaire efficace. Or, le coût très élevé²⁶ de l'électricité, combiné au fait que la production d'eau locale et les importations en provenance d'Éthiopie ne suffisent pas à couvrir la demande totale, explique les nombreuses coupures d'eau ponctuelles dans la ville. En zone rurale, les ménages utilisent principalement des puits traditionnels peu

²⁴ 78,55 % selon les données de la Banque Mondiale (avril 2025)

²⁵ Notamment à cause de l'augmentation du niveau de la mer, qui a un impact déjà important sur la salinité des nappes phréatiques.

²⁶ 0,26USD/kWh pour le coût de production l'énergie thermique produite localement

profonds, souvent partagés avec le bétail, les rendant insalubres. Ainsi, le taux de mortalité lié à la contamination de l'eau est 12 fois plus élevé à Djibouti (37,6 décès pour 100 000 habitants) que dans les pays à revenu intermédiaire inférieur dans la région Afrique/Moyen-Orient (3,4).

Pour pallier le manque de ressources en eau renouvelable, Djibouti a recours à des sources d'eau non-conventionnelles et à l'importation pour compléter le mix d'approvisionnement. Le pays a notamment inauguré une **usine de dessalement** en 2021 (8,2 millions de m³ par an ou 22 500 m³/jour). Cependant, le système de pompage transportant l'eau de l'usine vers le réseau n'est pas correctement alimenté en électricité et ne fonctionne qu'à 16 % de sa capacité (6 millions de m³ par an). Le pays a également signé un accord sur 30 ans avec l'Éthiopie pour la livraison de 100 000 m³/jour d'eau potable via **un aqueduc de 220km** reliant 28 points de forage en Éthiopie à Djibouti. A nouveau, l'aqueduc fonctionne également en dessous de ses capacités (20% en décembre 2024, soit environ 20 000 m³) en raison de nombreuses fuites et raccordements illégaux, difficile à superviser sur toute la longueur. Il est également soumis à des coupures d'électricité intempestives car l'aqueduc dépend de générateurs onéreux, n'étant pas relié au réseau électrique. Ainsi, malgré ces nouvelles sources, entre 57 et 78% de Djibouti n'ont pas accès à l'eau tous les jours. **L'efficacité limitée du réseau entraîne des pertes d'eau estimées à 44 %**, accentuant la vulnérabilité du système face à la demande croissante et aux contraintes énergétiques, et souligne l'urgence d'investissements dans la modernisation des infrastructures et l'amélioration de la gestion de l'eau.

Une gouvernance centralisée qui peine à assurer la gestion durable des ressources

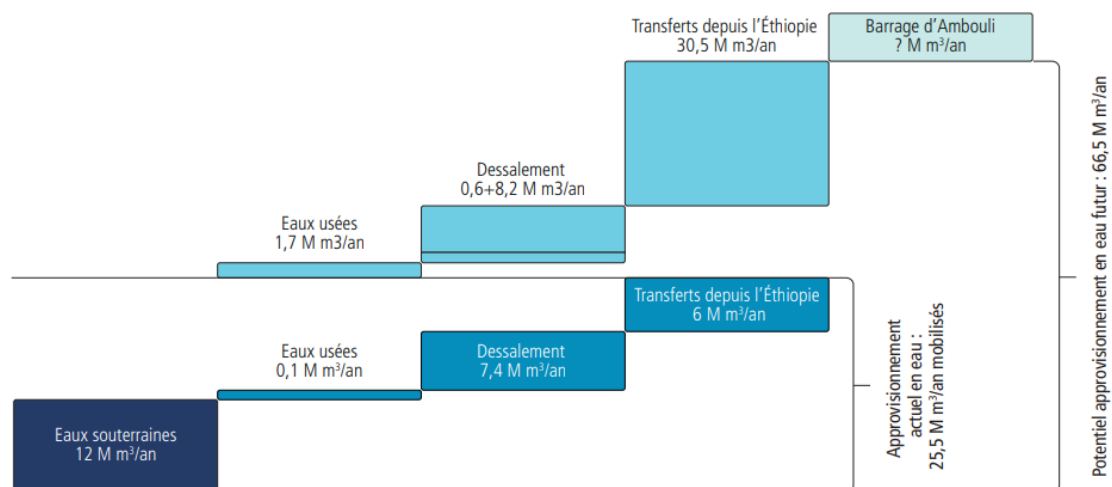
Le ministère de l'Agriculture, de l'Eau, de la Pêche, de l'Élevage et des Ressources halieutiques est en charge de la supervision stratégique du secteur de l'eau. Elle encadre **l'Office National de l'Eau et de l'Assainissement (ONEAD)** qui est l'opérateur responsable du déploiement de cette stratégie, se chargeant de la production, du transport et de la distribution d'eau potable, ainsi que de l'assainissement. Malgré ce large mandat, l'ONEAD peine à percevoir les paiements, avec un taux de recouvrement de seulement 67 % en 2022 (contre 84 % en 2020), et des pertes financières sur l'eau non génératrice de revenus estimées à 14 MUSD. La situation budgétaire publique de Djibouti, alourdie par un taux d'endettement non soutenable, ne permet pas à l'état de suppléer aux difficultés d'investissement et le pays dépend donc fortement du soutien des bailleurs de fonds sur ce secteur régalien. Au niveau régional, **les préfectures et collectivités locales assurent un suivi des points d'eaux ruraux**, que **l'ONEAD a du mal à superviser efficacement depuis la capitale.**

Le cadre réglementaire est limité, en l'absence d'une loi spécifique sur l'eau définissant clairement les droits d'usage, les mécanismes de tarification et la gestion durable des ressources. Ce vide législatif ne permet pas la mise en place de sanctions pour la pollution ou le détournement des ressources en eau. Le secteur de l'eau fait pourtant partie de la *stratégie nationale Vision 2035*, dont l'objectif est d'atteindre l'accès universel à l'eau d'ici 2035. Ainsi, un **ministère de l'Environnement et du Développement durable a été créé en 2022**, qui a pour mission la protection des réserves d'eau de la pollution et l'élaboration de politique d'adaptation au changement climatique. Djibouti est également doté d'un *code de l'environnement*, qui n'a pas été mis à jour depuis 2000.

Un des secteurs de coopération avec la France les plus importants à Djibouti

Les bailleurs de fonds sont très actifs dans le secteur de l'eau à Djibouti. L'Union européenne, en partenariat avec l'AFD, a financé la construction de l'usine de dessalement, inaugurée en 2021, par le biais d'une subvention de 40 MEUR (EU) et d'un prêt de 5MEUR (AFD). La Banque Européenne d'Investissement a accordé un prêt de 79MEUR en 2023 pour financer la deuxième phase de l'usine qui devrait doubler sa capacité de production, la portant à 45 000 m³ par jour et permettre une source d'énergie constante avec une centrale photovoltaïque de 12MW. Le projet n'a cependant pas encore débuté. **L'AFD, qui est particulièrement active dans le domaine de l'assainissement, accompagne également l'ONEAD dans l'amélioration de ses performances par l'octroi d'un soutien technique pendant 5 à 7 ans au sein de l'opérateur par une subvention de 10 MEUR.** Parmi les projets mis en œuvre dans le cadre de cette assistance, on peut citer la mise en place d'un *système d'organisation et de commande* ou l'installation de compteurs intelligents pour mieux contrôler la consommation. **Les différents projets de l'Union européenne et de l'AFD représentent des opportunités intéressantes pour les entreprises françaises**, notamment Vinci et Veolia, qui ont obtenu des contrats sur financement de ces bailleurs.

Estimation de l'approvisionnement en eau actuel et futur mobilisé pour satisfaire la consommation urbaine à Djibouti



Source : Rapport sur le climat et le développement à Djibouti, Banque Mondiale, novembre 2024